

Conjoncture économique et politiques sociales

Incertitudes

En démissionnant en direct à la radio, le 28 août 2018, le ministre d'État à la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot inaugurait sans le savoir une séquence politique où l'intitulé de son ministère jouerait un rôle particulièrement important. Deux mois et demi plus tard, naissait un mouvement de contestation face à des mesures écologiquement indispensables mais perçues comme socialement injustes. Face à ce mouvement particulièrement long et violent, l'exécutif a fini par lancer un Grand débat devant annoncer « l'acte II social » du quinquennat.

La thématique du pouvoir d'achat et du poids des prélèvements obligatoires a été soulevée par les « Gilets jaunes » dans un contexte économique particulier. Alors que l'économie française se remet lentement de la crise, sur des bases qui semblent saines, les incertitudes s'accumulent au niveau international, rendant compliqué le travail de prévision.

La contestation des Gilets jaunes est indubitablement la plus marquante, mais elle n'est pas la seule à s'être développée cette année : dans l'autre sens, une partie de la société civile s'est mobilisée pour accélérer fortement la transition écologique, et les mouvements sectoriels, dont le plus emblématique concerne les services des urgences, se sont multipliés. Pour répondre à ce malaise social profond, le gouvernement devra prendre des mesures concrètes et donner à ses projets de réformes structurelles une cohérence écologique et solidaire. La maîtrise des déficits publics et des comptes sociaux ne peut, à elle seule, constituer le cap d'une telle politique.

Une conjoncture moins porteuse mais des bases qui semblent solides

La croissance ralentit au niveau mondial et européen. Pour l'instant, la France semble mieux résister que ses voisins, bien que touchée elle aussi par ce ralentissement. Après une croissance particulièrement forte en 2017 (+2,3 %), le PIB a ralenti en 2018 en augmentant de 1,7 % (proche de son niveau de long terme) et il devrait continuer sur cette tendance avec des prévisions de croissance de 1,3 % et de 1,4 % en 2019 et 2020. Pour comparaison, en Allemagne, la croissance s'est établie à 1,5% en 2018 et elle ralentirait encore à 0,5 % en 2019.

Les facteurs de risque sont nombreux, dans le monde comme en Europe, renforcés par les mouvements populistes et souverainistes au pouvoir ou en pleine ascension politique ; ainsi, la forme et la date du Brexit sont toujours incertaines, la perspective de nouvelles élections n'est pas écartée en Espagne, tandis qu'elle semble s'éloigner en Italie : le leader du mouvement d'extrême-droite La Ligue et ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, fort de ses bons résultats aux élections européennes, a tenté un « coup de poker » en faisant éclater la coalition dont il faisait partie mais son ancien partenaire de coalition, le Mouvement 5 étoiles, a réussi à s'entendre avec le Parti Démocrate pour former un gouvernement – au moins dans un premier temps.

Les élections européennes ont vu, parallèlement au niveau strictement français, dominer le questionnement sur la transformation du modèle économique et social dans le contexte de changement climatique. Ainsi, les partis écologistes ont sensiblement augmenté leurs résultats, tandis que la poussée des partis eurosceptiques a été largement contenue. Il est à noter que pour la première fois de l'histoire des élections européennes, le taux de participation au niveau européen a fortement rebondi, à 51 %, contre 42,61 % en 2014, soit le plus haut niveau depuis 25 ans. Ces élections ont débouché sur la nomination d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission. L'équipe de la première présidente de la Commission Européenne ne devrait pas être opérationnelle avant début 2020, pour mettre en œuvre un agenda plus écologique et plus social – dans la continuité du Socle Européen des droits sociaux – dans un contexte de crise démocratique toujours présent.

Un calendrier législatif toujours bien rempli

Les priorités sont donc les mêmes à l'échelon européen et national – mais dans les deux cas, les mesures qui seront prises ne le sont pas encore précisément. En France, tous les pans de la protection sociale sont concernés, avec par exemple les réformes du système de santé, des minima sociaux, des retraites et de l'Assurance chômage ainsi que la prise en compte du vieillissement et des thématiques d'autonomie. Du point de vue de l'organisation des pouvoirs publics, le gouvernement entend rapprocher la fonction publique d'État des territoires et revoir la fiscalité locale, tandis que la question de l'action sociale et du pouvoir de décision des collectivités reste ouverte.

Ces chantiers sont interdépendants, et il est important de replacer les différentes concertations en cours et à venir dans leur cohérence d'ensemble. Au-delà de la logique de réduction des dépenses longtemps privilégiée, il s'agit bien de renforcer les services que la puissance publique rend effectivement à ses citoyens, notamment en assurant la cohésion sociale et intergénérationnelle, la participation de tous et une certaine équité territoriale. La concertation devra donc permettre d'infléchir réellement les orientations initiales du gouvernement afin de les rapprocher des initiatives de terrain et des besoins réels.

Comme le montrent les nombreux mouvements sociaux des derniers mois, la crise de 2007-2008 a aggravé les déficits structurels du système jusqu'à un point de rupture. En attendant les réformes de fond, dont la définition précise et la mise en œuvre prendront du temps et dont les effets ne se feront sentir qu'à long terme, il importe donc de prendre des mesures permettant d'améliorer rapidement la situation au moins des personnes les plus fragiles. Par conséquent, il faut par exemple permettre au plus de jeunes majeurs possibles de sortir de l'Aide Sociale à l'Enfance dans de bonnes conditions, préserver l'Aide Médicale de l'État ou bien encore répondre au malaise des soignants dans le secteur hospitalier comme médico-social.

Faire accepter la transition écologique

Dans le même temps, la France doit contribuer à son niveau à la préservation d'une planète vivable. Cela passe par la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi par la préservation de la biodiversité. De nombreuses idées concrètes ont été proposées par les associations et la société civile afin d'atteindre l'ambitieux objectif de neutralité carbone d'ici 2050. L'État et les collectivités doivent accompagner ces propositions et généraliser celles qui font leurs preuves.

Dans le même temps, les pouvoirs publics devront réaliser d'importants investissements pour rendre les infrastructures plus durables et accompagner la nécessaire transformation radicale de nos modes de vie, comme l'effort de rénovation thermique des bâtiments qui doit être sérieusement amplifié, avec des démarches simplifiées. Cela passe également par l'organisation de la résilience, autrement dit anticiper les effets déjà certains du changement climatique. Ces investissements ont un coût financier non négligeable, mais plusieurs études, dans la lignée du rapport Stern, ont montré le coût encore plus important à moyen terme de l'inaction. Par ailleurs, et notamment dans le contexte actuel de taux d'intérêt bas, beaucoup de ces investissements sont particulièrement rentables, sur le plan comptable mais aussi du bien commun.

Il faut enfin revoir les incitations des acteurs économiques, en renchérissant le coût de la pollution et en rendant plus accessibles les solutions durables. Ce volet est fondamental mais il doit être fondamentalement discuté et correctement expliqué ; la hausse de la taxe carbone, qui s'inscrit dans cette logique, a été l'un des principaux déclencheurs du mouvement des Gilets jaunes. La transition écologique a un coût pour chacun de nous, et c'est pourquoi il est indispensable d'en discuter les modalités avec l'ensemble des parties prenantes et des citoyens. Dans le domaine social comme environnemental, la participation de tous aux décisions est la condition de la réussite des réformes.

Uniopss, le 12 septembre 2019